

# LA NOMINATION DE BENJAMIN WILLIAM MKAPA, COMME CO-MÉDIATEUR DANS LES NÉGOCIATIONS INTERBURUNDAISES : LA RÉGION VEUT UNE SOLUTION POLITIQUE RAPIDE À LA CRISE DU « 3<sup>EME</sup> MANDAT DE PIERRE NKURUNZIZA » AU BURUNDI



*Benjamin William MKAPA, ancien Président de la République Unie de Tanzanie et nouveau Co-Médiateur dans la crise burundaise*

1. Je place d'abord cette nomination dans son contexte. Elle est intervenue lors d'un sommet des Chefs d'État de la Communauté de l'Afrique de l'Est où tous les Chefs d'État, sauf celui du Burundi, étaient présents. Il s'était fait représenter par son 2<sup>ème</sup> vice-président. Cette absence de Pierre Nkurunziza posait un énorme problème au moment où, normalement, il devait accéder à la présidence de la Communauté, pour succéder au Chef d'État de la Tanzanie. Ce dernier vient d'être reconduit pour une année. En fait, l'absence de Pierre Nkurunziza a arrangé les Chefs d'État. Ils auraient été beaucoup gênés de nommer à la tête de leur communauté un Chef d'État embourbé dans une crise qu'il a lui-même provoquée et dont des effets pèsent de plus en plus sur la paix et la sécurité dans la Région. Comment un homme à l'origine d'une crise aurait-il pu présider les initiatives de recherche d'une solution à cette crise ?
2. L'autre aspect de cet environnement concerne la désignation du nouveau Secrétaire Général de la Communauté. Un burundais, Libérat Mfumukeko vient d'être nommé. Bien avant, on avait parlé de tractations engagées par l'Ambassadeur Alain Aimé Nyamwitwe, Ministre des relations extérieures et de la coopération internationale de Pierre Nkurunziza, pour accéder à ce poste. Sur sa propre initiative ou encouragé par Pierre Nkurunziza ? Il est très difficile d'imaginer que le ministre s'y était aventuré sans l'aval de son chef. Dans tous les cas, la nomination de Libérat Mfumukeko que le Chef de l'État tanzanien a appelé publiquement à travailler au nom de la Communauté et non d'une pression quelconque, dont celle, peut-être dire, de son Gouvernement, en dit long.

3. Enfin, la nomination de Benjamin William Mkapa intervient après une série de missions diplomatiques de grande importance au Burundi et dans la Région : les visites de l'envoyé spécial du Président des États-Unis d'Amérique dans la Région des Grands Lacs, du Secrétaire Général des Nations Unies et des membres du Conseil de Sécurité des Nations Unies, de la Délégation du plus haut niveau des Chefs d'État des pays membres de l'Union Africaine. Malgré les couacs constatés lors de la visite des Chefs d'État de l'Afrique du Sud, du Gabon, de la Mauritanie et du Sénégal et du Premier ministre éthiopien, toutes ces visites se concluaient en appelant les protagonistes burundais de la crise actuelle à s'asseoir autour d'une table de négociations inclusives/dialogue inclusif pour trouver une solution politique à la crise burundaise.

4. La nomination de William Benjamin Mkapa va, à mon avis, faire avancer ces négociations. Pour les raisons suivantes :

a) Premièrement :

Cette nomination s'est faite en présence de tous les Chefs d'État, y compris le Président de la République du Rwanda, Paul Kagame. Sous cet aspect, on peut penser que la dernière visite au Rwanda du ministre des affaires étrangères de la Tanzanie avait entre autres pour objectif de préparer ce Sommet. Si donc il y a entente entre le Rwanda et la Tanzanie sur l'urgence de trouver une solution à la crise burundaise, il n'y a aucun doute que la suite ne pourra qu'être positive pour la paix et la sécurité au Burundi et dans la Région.

b) Deuxièmement :

Cette nomination ne remet pas en cause la médiation du Président de l'Ouganda, Yoweri Kaguta Museveni avec lequel il se connaît suffisamment. Benjamin William Mkapa travaillera sous l'autorité du Chef de l'État ougandais. Mais avec Benjamin William Mkapa, il est garanti que la Médiation sera présente de manière permanente, avec suffisamment d'autorité due aux fonctions occupées (ancien Chef d'État) et dont l'âge (78 ans) exige respect de la part de toutes les parties burundaises. Mais il faut garder à l'esprit que le succès de Mkapa sera celui de Museveni et de l'ensemble de la Communauté de l'Afrique de l'Est.

c) Troisièmement :

Benjamin William Mkapa est également garanti du soutien du Chef d'État de la Tanzanie dont il serait un des proches. Comme le Président John Magufuli Pombe est également Président en exercice de la Communauté de l'Afrique de l'Est, il est évident que William Benjamin Mkapa trouve là un atout de poids dans la réalisation de sa mission. D'autant plus que La Tanzanie est connue dans l'histoire de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe pour le rôle qu'elle a joué dans le soutien des mouvements qui luttèrent pour l'indépendance (contre le colonialisme portugais) et contre l'apartheid en Afrique du Sud. D'autre part, on peut également conclure que comme le mandat renouvelé de John Pombe Magufuli à la tête de la Communauté de l'Afrique de l'Est est d'une année, la médiation de son compatriote et aîné Benjamin William Mkapa devrait avoir produit un résultat palpable au cours de cette année (2016)

d) Quatrièmement :

Benjamin William Mkapa connaît parfaitement la question burundaise. Avant d'accéder aux plus hautes fonctions de l'État (Président de la République) en 1995, il avait été ministre des affaires étrangères. Ensuite, durant sa présidence (1995-2005), la crise burundaise, qui avait suivi l'assassinat du Président Melchior Ndadaye en 1993, avait été au cœur de ses préoccupations. C'est le Président Mkapa qui, avec Feu Mwalimu Julius Nyerere, avait convoqué le Sommet du 25 juin 1996 qui s'était conclu par des décisions importantes en faveur du Burundi : l'envoi d'une force régionale pour la protection des populations, l'engagement ensuite de négociations globales et inclusives (impliquant en conséquence les mouvements politiques armés) pour négocier une solution politique au conflit burundais, la mise en place d'une Initiative Régionale pour la Paix au Burundi dont la Présidence avait été confiée au Président Museveni et la désignation de Mwalimu Julius Nyerere comme facilitateur dans les négociations.

Le coup d'État du 25 juillet 1996 avait momentanément ralenti cette initiative. Mais les sanctions contre le nouveau pouvoir de Bujumbura qui avaient été décidées par la Région (2 août 1996) et les multiples pressions qui avaient continué à être exercées avaient fini par convaincre le pouvoir de Bujumbura (Pierre Buyoya) à aller aux négociations d'Arusha (juin 1998-août 2000). L'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi avait été signé à Arusha, dans une République Unie de Tanzanie dirigée par Benjamin William Mkapa dont les efforts diplomatiques avaient pesé de tout leur poids pour aboutir à son succès. Le Président Mkapa avait accompagné le Burundi dans la mise en application de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi jusqu'aux premières élections post-conflit de 2005. Aujourd'hui, Benjamin William Mkapa vient aider les Burundais à renouer avec un accord dont il connaît très bien les tenants et les aboutissants.

e) Cinquièmement :

Tous les protagonistes burundais de la crise actuelle ont salué sa nomination. Personne, jusqu'à maintenant, ne l'a remis en cause. C'est un atout majeur.

5. La nomination de Benjamin William Mkapa va faire avancer les négociations inclusives engageant tous les protagonistes burundais de la crise actuelle, y compris le CNARED-GIRITEKA et ceux que le pouvoir de Bujumbura qualifie de « putschistes ». C'est par cette voie que la paix va être restaurée au Burundi.

**Gira Ijambo**

**Président Sylvestre NTIBANTUNGANYA**

**08 mars 2016**